AMBASSADE DU LUXEMBOURG
AUX PAYS-BAS
10494/18.6.3.

La Haye, le 1er mars 1967

Affaires Etrangères
- 2 MARS 1967
No C/464/67
Cour | Ministre
Sec. gén. | Dir. 2 1/3

L'Ambassadeur du Luxembourg à La Haye

à

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères

à

L U X E M B O U R G

Objet : Visite de Messieurs Wilson et Brown.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que dans le cadre de leur visite aux capitales de l'Europe des Six le Premier Ministre britannique, Monsieur Harold Wilson, et le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume-Uni, M. George Brown, arrivaient dimanche soir, le 26 février 1967, à la base aérienne d'Ypenburg près de La Haye, où ils furent accueillis par Messieurs Zijlstra et Luns, l'Ambassadeur des Pays-Bas à Londres, M. van Roijen, l'Ambassadeur britannique à La Haye, Sir Peter Garran, et le Conseiller commercial de l'Ambassade britannique, Monsieur Turpin.

Aux paroles de bienvenue de Monsieur Zijlstra le Premier britannique répondit qu'il se réjouissait de pouvoir discuter avec le gouvernement néerlandais la question vitale des chances que pouvait avoir la Grande-Bretagne d'entrer dans le Marché Commun à des conditions qui seraient acceptables pour elle-même et pour ses amis des Six et qui fourniraient à tous les garanties nécessaires.

Les hommes d'Etat britanniques et néerlandais se rencontrèrent ensuite à un dîner à l'Ambassade britannique. Y participaient du côté néerlandais Messieurs Zijlstra, Luns, de Block et van Roijen.

./..

© ANLux (Archives Nationales Luxembourg) inv.nr. AE-15447
http://resources.huygens.knaw.nl/europeseintegratie/doc/S03164

Le lendemain (lundi) à 10 heures commençaient les discussions proprement dites qui se prolongeaient jusqu'à 18 heures. Elles furent quelque peu interrompues par un "déjeuner de travail" offert par le gouvernement néerlandais ainsi que par l'audience que M. Wilson eut à 14.45 heures auprès de la Reine Juliana. Monsieur Brown était reparti pour Londres peu après midi pour assister à la Chambre des Communes au débat sur la politique de défense. Il fut remplacé dans les conversations par Monsieur Fred Mulley, Ministre d'Etat pour les Affaires Etrangères, spécialement chargé des affaires économiques européennes.

La délégation néerlandaise était composée comme suit :

M. Zijlstra, Premier Ministre et Ministre des Finances;
M. Luns, Ministre des Affaires Etrangères;
M. de Block, Secrétaire d'Etat;
M. van Lennep, Trésorier général;
M. Hartogh, Directeur général de la Coopération Européenne;
M. Italianer, Directeur (Intégration Européenne);
M. Posthumus Meijes, Chef du Bureau C.E.E. (Secrétaire de la délégation);
le Baron C.W. van Boetzelaer van Asperen, Directeur de l'Information;
M. Brouwers, Secrétaire général au Ministère des Affaires Economiques;
M. Franke, Directeur général au Ministère de l'Agriculture;
M. van Roijen, Ambassadeur des Pays-Bas à Londres.

On m'a dit que c'était la première fois qu'au cours du périple de M. Wilson la délégation du pays hôte comprenait des hauts fonctionnaires de Ministères autres que celui des Affaires Etrangères.

./..

Aucun communiqué n'a été publié à la fin des conversations mais Messieurs Wilson et Luns ont tenu chacun séparément une conférence de presse devant environ 75 journalistes qui ont posé des questions en grand nombre. M. Wilson était sur la sellette de 18.15 heures à 19 heures, et M. Luns de 19 heures à 19.30 heures.

La délégation britannique est repartie de la base d'Ypenburg pour Londres peu après 21 heures.

Veuillez trouver ci-dessous les informations que j'ai pu recueillir auprès de M. Hartogh sur les conversations néerlando-britanniques.

L'atmosphère a été bonne et les discussions ont été conduites de part et d'autre dans un esprit ouvert.

M. Wilson a fait d'abord un exposé introductif très clair sur les raisons qui ont amené l'Angleterre à envisager sa participation aux communautés européennes. Il a insisté sur le fait que si l'Europe veut continuer de jouer le rôle important qui a été le sien au cours des siècles passés il faut qu'elle s'unisse politiquement et économiquement.

Tandis que M. Wilson a traité les aspects économiques et financiers M. Brown a plus particulièrement parlé des questions agricoles.

La discussion sur le rôle international de la livre sterling, notamment en relation avec l'économie des Six, a été plus détaillée que dans aucune des quatre autres capitales visitées jusqu'ici par M. Wilson. L'assertion du Premier britannique que la situation

./..

monétaire de son pays s'était sensiblement améliorée depuis quelque temps n'a pas donné tous les apaisements à M. Zijlstra qui a voulu savoir quelles étaient les mesures de structure envisagées pour assainir l'économie britannique. M. Wilson a répondu par un exposé sur sa politique des revenus et il a énuméré une série de mesures classiques pour combattre l'inflation et la récession. Il a observé dans ce contexte qu'il ne pourrait pas maintenir très longtemps le blocage des salaires mais qu'il veillerait à ce que la relation salaires-productivité fût strictement respectée. M. Zijlstra avait l'air d'être satisfait par l'exposé de son collègue britannique. Il a souligné, tout comme M. van Lennep, que le problème de la balance des paiements ne constituait pas un problème pour les Six, mais que sa solution qui intéresse les banques centrales de nombreux pays devait être recherchée surtout à Bâle. De l'avis du gouvernement néerlandais l'article 108 du Traité de Rome ne saurait entrer en jeu puisqu'il a été rédigé à un moment où la convertibilité n'existait pas encore. D'un autre côté on pense à La Haye que le problème est aussi un problème essentiellement anglais dans le sens que c'est au Royaume-Uni de décider s'il veut oui ou non maintenir à la livre son rôle de monnaie de réserve internationale; si la décision est positive il est évident que l'Angleterre doit constituer des réserves dont autrement elle n'aurait pas besoin.

A cela M. Wilson a répondu que les réserves britanniques étaient plus considérables qu'on ne l'admettait en général à l'étranger et il en a fait une énumération détaillée (investissements aux Etats-Unis, avoirs de particuliers dans le monde entier, etc.). A la remarque de M. Zijlstra que l'existence de réserves ne suffisait pas en elle-même mais qu'il fallait encore qu'on pût les rendre liquides M. Wilson a essayé de donner une réponse rassurante. -

./..

En ce qui concerne l'agriculture M. Brown a expliqué que les préoccupations anglaises étaient de plusieurs ordres :

On a calculé à Londres que l'entrée de l'Angleterre au Marché commun ferait augmenter les prix des denrées alimentaires de 10 à 14% ce qui se répercuterait par une hausse de 3,5% sur le coût de la vie; mais on estime du côté anglais que cette difficulté pourra être surmontée au moyen d'une période de transition.

Pour ce qui est des problèmes de structure on s'attend à une diminution de la production laitière au profit du blé ce que, surtout pour des raisons sociales, on ne voit pas d'un bon oeil à Londres; sans compter que cela n'est pas non plus de nature à plaire aux Français.

L'incidence négative de l'agriculture sur la balance des paiements sera, estime-t-on du côté britannique, de 175 à 200 millions de livres sterling par an. A cela s'ajoute le problème de la division des charges : l'application des règlements financiers actuels de la C.E.E. se traduirait pour le Royaume-Uni par une contribution de 35% aux frais de la Communauté. De l'avis du gouvernement anglais une telle charge ne deviendrait supportable qui si une partie des prélèvements reprendrait le chemin de l'Angleterre sous la forme d'aide à la mise en oeuvre de mesures de structure ou sous la forme de "production grants".

Dans ce contexte les interlocuteurs néerlandais ont rappelé que les règlements financiers actuels n'étaient valables que pour la période de transition et que, si l'Angleterre adhérait à la Communauté, elle aurait elle-même voix au chapitre après 1970.

./..

Le beurre de Nouvelle-Zélande constitue un autre problème. Il est de nature structurelle et ne saurait être résolu par des mesures transitoires à moins, comme l'a dit M. Brown en plaisantant, on n'accordât une période transitoire de trente ans. Du côté néerlandais on a mentionné plusieurs possibilités de solution sous forme soit d'un protocole (comme pour le Maroc), soit d'une association ou encore d'un contingent tarifaire.

Lorsqu'il a été question de la liberté des mouvements de capitaux M. Wilson a relevé qu'il ne redoutait guère cette liberté, sauf en ce qui concerne les investissements de portefeuille. On craint à Londres que les personnes privées n'exportent leurs capitaux aux Etats-Unis (M. Wilson a mentionné les Etats-Unis mais ses interlocuteurs néerlandais avaient l'impression qu'il pensait encore à d'autres pays, comme par exemple la Suisse et le Luxembourg).

Messieurs Zijlstra et van Lennep ont répondu que le souci hollandais était plutôt l'inverse puisqu'on redoute ici l'importation et non l'exportation de capitaux, mais ils ont ajouté qu'ils ne voyaient pas de problèmes pour l'Angleterre étant donné qu'à leur avis l'article 70 du Traité prévoit le remède en cas de difficulté.

M. Brouwers a rendu la délégation anglaise attentive à la crise charbonnière qui sévit dans la C.E.C.A. M. Wilson a trouvé qu'il ne s'agissait pas d'un problème majeur puisque le Royaume-Uni n'avait jamais exporté beaucoup de charbon vers le continent.

A propos de l'Euratom M. Luns a parlé du problème que pose le contrôle international dans le contexte des travaux de

./..

Genève (projet de traité de non-prolifération) et il a exposé le mécanisme prévu par le Traité de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (avis de la Commission sur la compatibilité des clauses du Traité avec les stipulations prévues dans les accords à conclure éventuellement; recours, en cas d'avis négatif de la Commission, devant la Cour de Justice des Communautés à Luxembourg).

A ce sujet M. Luns a fait état de l'avis des juristes néerlandais qui pensent que dans son pré-avis (négatif) la Commission s'est peut-être trompée et que le projet de traité de non-prolifération est probablement compatible avec le traité de la C.E.E.A.

M. Wilson s'est borné à écouter l'exposé de M. Luns sans prendre position (le problème ne revêt pas ici la même importance politique et psychologique qu'en Allemagne).

En ce qui concerne la coopération technologique M. Wilson a observé qu'il n'envisageait pas la création d'une communauté spéciale, mais qu'il pensait à une "multilatéralisation" de la coopération. A la question de M. Luns comment dans ce cas il s'imaginait la conclusion d'un grand nombre d'accords bilatéraux M. Wilson a répondu que c'était aux industries, et non pas aux gouvernements de conclure des accords, mais le gouvernement britannique encouragera la conclusion de ces accords.

Lorsque M. Luns a évoqué les négociations politiques des Six dans le passé (plan Fouchet) M. Wilson a observé que si de nouveaux pourparlers politiques devaient avoir lieu l'Angleterre désirait y être associée dès le début. M. Luns a remarqué qu'il partageait entièrement ce désir mais qu'il ne croyait pas que l'on

./..

ferait grand'chose dans ce domaine dans un avenir rapproché. M. Wilson a répondu qu'il espérait en tout cas qu'aucun des Six n'essayerait d'employer une tactique dilatoire en invoquant la nécessité de discussions sur une union politique.

Lorsque M. Luns a mentionné les accords de Luxembourg (janvier 1966) pour dire que les Pays-Bas continueraient à militer en faveur des décisions majoritaires prévues dans les Traités M. Wilson a répondu que le Royaume-Uni n'accepterait pas seulement les Traités mais aussi les arrangements conclus depuis leur mise en vigueur.

A l'observation que le Gouvernement néerlandais restait partisan d'un renforcement des pouvoirs de l'Assemblée parlementaire de Strasbourg, notamment en vue d'un contrôle financier efficace, M. Wilson a répliqué qu'il était lui aussi enclin à oeuvrer dans le sens d'un contrôle financier adéquat, ne fût-ce qu'en considération de la contribution financière considérable que son pays serait appelé à fournir, mais il n'a pas dit si dans son esprit ce contrôle devait être exercé par l'Assemblée ou par d'autres instances.

Parlant du Kennedy Round M. Luns a demandé à M. Wilson de ne pas se montrer trop difficile et d'aider un peu les Six, à quoi le Premier britannique a répondu qu'il demandait la réciprocité!

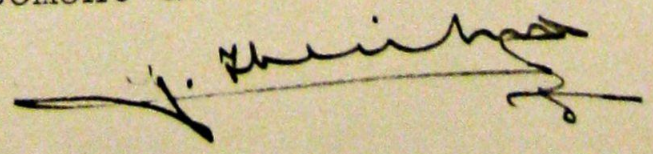
Interrogé sur les intentions concernant l'avenir M. Wilson n'a pas dit ce qu'il va faire. Il a souligné qu'il devait encore se rendre à Luxembourg et il a fait état de la nécessité de consulter les pays de l'E.F.T.A. et du Commonwealth. Mais il a insisté sur le fait que d'une part il ne voulait pas perdre l'élan qui

./..

avait été acquis au cours des derniers mois et que d'autre part il ne pouvait risquer un autre échec.

M. Luns lui a alors dit en substance ceci : " Si vous vous décidez à présenter une demande de négociation en vue de votre adhésion, formulez-la clairement. Ne vous bornez pas à répéter que vous voulez entrer dans la Communauté à condition que vos intérêts soient sauvegardés. Il faut que l'on sache quels sont ces intérêts, quels sont les problèmes. Par ailleurs, limitez ces derniers à un strict minimum tout en suggérant des périodes de transition pour leur solution". Il a ajouté que ces périodes transitoires pouvaient d'ailleurs varier en longueur selon la nature des problèmes.

Selon M. Hartogh M. Luns aurait l'impression que l'Angleterre va présenter sa demande d'entrée. Etant donné l'optimisme relatif que M. Wilson a affiché jusqu'ici on conçoit mal à La Haye qu'il puisse renverser la vapeur après sa visite à Luxembourg.

A ma question si M. Wilson avait beaucoup insisté sur l'apport technologique de la Grande-Bretagne M. Hartogh a répondu négativement. Il a expliqué la discrétion britannique sur ce point par le fait que M. Wilson savait très bien que personne aux Pays-Bas ne le suivrait s'il essayait d'exagérer l'importance de cet apport. On reconnaît ici que l'Angleterre a une certaine avance dans le domaine des ordinateurs, de certains types de réacteurs atomiques rapides et des moteurs d'avion; mais cela ne va pas plus loin et on n'oublie pas que lors de sa visite aux usines de Toulouse le Secrétaire d'Etat de Block avait appris que les travaux sur le Concorde seraient beaucoup plus avancés si les Anglais n'avaient pas participé au projet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments respectueusement dévoués.